

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DE LA BRECHE

DEL 23-05-2019/4

MISE A JOUR DES TAUX DE REMBOURSEMENT POUR LES FRAIS D'HEBERGEMENT

		Nombres de membres	
Date de convocation :	14 mai 2019	En exercice :	21
Date d'affichage :	14 mai 2019	Présents :	11
Séance du :	23 mai 2019	Votants :	13

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF, LE VINGT-TROIS MAI A DIX-HUIT HEURES TRENTE, les membres du Conseil syndical du Syndicat mixte du bassin versant de la Brèche, régulièrement convoqués, se sont réunis en séance ordinaire, dans les locaux de la mairie de Litz, 2 rue de la mairie à Litz (Oise).

Membres titulaires présents : Messieurs Jean-Paul BALTZ, Jean-François CROISILLE, Jean-Michel DARSONVILLE, Olivier DE BEULE, Jean-Jacques DEGOUY, Dominique DELION, Jean-Pierre DESCAUCHEREUX, Olivier FERREIRA, Jean-Pierre GOURDOU, Patrick GUIBON.

Membres suppléants présents : Madame Francine PELTIER (représentant Franck MINE).

Membres titulaires absents : Madame Maïté BIASON (Pouvoir à Jean-Jacques DEGOUY), Messieurs Frans DESMEDT, Bernard DUBOUIL, Philippe LADAM (Pouvoir à Olivier FERREIRA), Daniel MASSE, Roger MENN, Francis MENU, Franck MINE, Lionel OLLIVIER, Jean-Philippe VICHARD, Christophe YSSEMBOURG

Monsieur DEGOUY est élu secrétaire de séance.

SOUS-PREFECTURE

Le quorum étant atteint, le Conseil peut valablement délibérer.

28 MAI 2019

6, rue Georges Fleury
60607 CLERMONT CEDEX

Vu le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics,

Le Conseil syndical, après délibération, **à l'unanimité**,

- Fixe l'indemnité de nuitée à 110€ (Paris intra-muros), 90€ (commune du grand Paris ou commune de plus de 200 000 habitants) et 70€ (autres communes), dans la limite du montant effectivement supporté par l'agent, attesté par les justificatifs transmis. La nuitée comprend le prix de la chambre et du petit-déjeuner.

- Donne tout pouvoir au Président pour l'exécution de cette décision.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits
Certifié exécutoire, compte tenu de la réception
en sous-préfecture.

A Clermont, le 27/05/2019,
Le Président,


Olivier FERREIRA

